

Europe Les conseils de Giscard au futur président

L'ancien président, Valéry Giscard d'Estaing, a expliqué, devant les membres du Cercle de l'Ill, comment relancer l'Union européenne. Un exposé magistral.

« En 1965, la campagne présidentielle avait porté sur la conception de l'Europe. À l'heure actuelle, le sujet est d'actualité. Qu'on en parle ! » A entendre Valéry Giscard d'Estaing, qui s'exprimait mercredi soir au Parlement européen à Strasbourg, devant plus de 400 membres du Cercle de l'Ill et leurs conjoints, les Français sont moins frileux que leurs élus. 70 % d'entre eux sont favorables à une politique étrangère commune, 81 % à une politique de défense, contre respectivement 68 % et 75 % des autres Européens.

Autre enseignement du dernier « eurobaromètre » : 56 % des Français (et 53 % des Européens en général) seraient prêts à ratifier le Traité constitutionnel dont VGE a été le principal ini-

tiateur à la tête de la Convention européenne. « Personne ne le dit. On nous rebat les oreilles avec les arguments des défenseurs du non », s'indigne l'ancien président de la République — qui a été député européen. Or, citant la question de l'emploi, « l'Europe n'a aucune compétence dans ce domaine », rappelle-t-il. Et d'ironiser à propos du fameux plan B d'un ancien Premier ministre, que personne n'a jamais vu.

« Le non a résulté d'une maladresse et d'une manipulation »

Pour lui, « il n'y a que l'Union de l'Europe, avec ses 480 millions d'habitants, qui puisse nous tirer d'affaire » et « la France doit remonter dans le courant européen ». Ce sera même la première tâche du prochain président de la République, qui devra « profiter de l'excellente présidence allemande ». Ou la seconde, puisque « la première sera de se faire élire ».

Comment reprendre la marche en avant ? En faisant adopter le traité. « Ce n'est pas parce que



Valéry Giscard d'Estaing à Strasbourg : « Jouer l'Europe à 27 ».

Photo Dominique Gutekunst

les Français ont dit non qu'ils n'ont pas le droit de réfléchir et de changer d'avis. Sinon, on garderait toujours la même majorité... », assure-t-il, en observant que « le non a résulté d'une maladresse — la fameuse directive Bolkestein adoptée récemment sans que personne n'en parle — et d'une manipulation — le reproche de l'ultralibéralisme ». « Il n'y a rien de tel dans le traité », soutient-il, se disant « frappé par la légèreté avec laquelle on débat de certains sujets en France ». En passant, il égratigne les négociateurs du traité de Nice — sans citer son ennemi intime Jacques Chirac — qui ont omis de dire aux Français que « la situation actuelle est la plus défavorable pour eux... »

« La France pourra retrouver son rôle »

« Quand la France aura conduit sa ratification raisonnable, elle entraînera deux, trois pays, et le traité aura une majorité », escompte-t-il. La France pourra ainsi « retrouver sa place et son

rôle en Europe ». « Ceux et celles qui y contribueront gagneront leurs galons de chef d'État », promet-il.

Après l'exposé magistral, clair et didactique, ponctué de traits d'humour, Valéry Giscard d'Estaing s'est volontiers prêté au jeu des questions-réponses. Il s'est dit opposé à l'instauration d'un noyau dur, préférant « jouer l'Europe à 27 ». Néanmoins, il a plaidé pour une pause dans l'élargissement, même s'il reconnaît que « les pays des Balkans ont vocation à rejoindre l'Union ». Mais pas la Turquie...

L'ancien président, qui était assis à côté de la sénatrice-maire Fabienne Keller, n'a pas manqué de saluer « Strasbourg, capitale de l'Europe démocratique », relevant que « le Parlement est l'institution européenne qui fonctionne le mieux ». « Il est important pour Strasbourg d'en rester le siège », a-t-il ajouté, en notant que parmi les anti-Strasbourg, « il y a peu d'Européens ». « On les entend un peu moins... »

Yolande Baldeweck

Les 15 ans du Cercle de l'Ill

Créé il y a quinze ans, présidé par Jean Weber, énarque, ancien banquier, vice-président de l'Union des églises protestantes d'Alsace, le Cercle de l'Ill rassemble des élus de droite et de gauche, mais surtout des représentants du monde économique, et plus largement de la société civile. Ses quelque 600 membres sont cooptés, sur le modèle du « Siècle » à Paris. Leur candidature est présentée aux administrateurs qui votent avec des boules blanches et noires.

L'originalité de ce réseau tient à son recrutement transfrontalier. Pour deux tiers de Français, il y a un tiers d'Allemands et de Suisses, à l'instar des vice-présidents Urs Endress et Thomas Zahn. Les membres du Cercle dînent ensemble une fois par mois, une ou deux fois par an avec les conjoints.

Le placement, par table, est organisé par la secrétaire exécutive Géraldine Flurer — qui a préparé le dîner avec l'ancien président. En revanche, il n'y a jamais de prise de parole, ni de prise de position, même si la question avait été posée lors du référendum pour l'Europe. Pour ses 10 ans et pour ses 15 ans, le Cercle a accueilli une personnalité de stature européenne, Helmut Kohl, puis Valéry Giscard d'Estaing. Ce dernier avait été contacté par son ancien ministre, Daniel Hoeffel. « J'aurais toutes qualités requises pour être membre du Cercle de l'Ill », a plaisanté VGE, en émaillant son propos d'expressions en allemand.